

Les villes africaines sous forte tension démographique

24 févr. 2016, PAR Meyer Jean-Michel

La ville de Kinshasa en République démocratique du Congo. - John Bompengo/AP/SIPA

En 2050, les villes africaines totaliseront 1,3 milliard d'habitants, contre 470 millions aujourd'hui. Pour gérer cette explosion urbaine inédite, les maires et les États se doivent de concevoir la ville de demain. Un modèle radicalement différent d'habitat vertical est préconisé pour favoriser le déploiement des services publics.

L'avenir de l'Afrique se joue dans les villes. En première ligne pour relever les défis du développement urbain, les maires des villes du continent en sont convaincus. *“Cinquante bébés naissent par minute en Afrique !”* a lancé Alexandre Vilgrain, président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), lors du Forum Afrique, organisé à Paris le 5 février.

Cette démographie galopante s'accompagne d'une urbanisation incontrôlée. *“La population africaine est aux trois quarts rurale, mais le processus de concentration urbaine est commencé. En Afrique australe, elle est même bien avancée, plus de 50 % de la population vit dans les villes”*, observe Thierry Apoteker, président fondateur de Tac Economics, spécialisé dans l'analyse des risques pays. *“La transformation de l'Afrique se jouera aux deux extrêmes : les populations disparaîtront des zones rurales les plus reculées pour rejoindre les villes moyennes et les habitants de ces dernières se déplaceront vers les mégacités en pleine explosion”*, analyse-t-il.

20 à 25 villes de plus de 10 millions d'habitants en 2050

Sur près d'1 milliard d'Africains aujourd'hui, 470 millions sont des urbains. Dans dix ans, ils seront 200 millions de plus et atteindront 1,3 milliard d'habitants en 2050. Conséquence ? Le continent compte 3 agglomérations de plus de 10 millions d'habitants : Le Caire, Lagos au Nigeria et Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC). Elles seront entre 20 et 25 vers 2050.

Création de services publics, adduction d'eau, assainissement, électrification, construction de logements et de routes, distributions alimentaires, développement de services (bancaires, télécommunications), etc. Les villes africaines du XXI^e siècle sont face à *“un saut qualitatif de l'urbanisation”*, note Thierry Apoteker, si elles veulent éviter *“des tensions sociales et politiques considérables”*.

Au Nigeria, par exemple, plus de 65 % de la population vivent déjà dans des zones urbaines, dont les deux tiers dans des bidonvilles. Et en RDC, sur une population urbaine de près de 30 millions d'habitants, les trois quarts vivent dans des habitats précaires. *“Ce qu'il faut éviter, c'est une urbanisation de la pauvreté et de la misère, au profit d'une urbanisation contrôlée. C'est-à-dire que les villes ne s'étalent pas avec des bidonvilles, mais se construisent plutôt verticalement pour permettre de mieux développer des services publics. Il faudra recourir à des technologies haut de gamme pour aménager des villes modernes, économes en énergie, consommant des énergies propres et construisant, bien entendu, des logements décentes”*, détaille Étienne Giros, le président délégué du CIAN.

Projets en Côte d'Ivoire

En France, Vivapolis, qui réunit toute l'offre du pays, publique et privée, pour le développement des

viles durables à l'international, s'est positionnée en Afrique. Grâce au Fonds d'étude et d'aide au secteur privé (Fasep), un projet est à l'étude pour préserver la lagune d'Abidjan (assainissement, gestion de l'eau, etc.), mise à rude épreuve par l'essor de l'agglomération du Grand Abidjan, avec ses 5,4 millions d'habitants. Un autre projet est également en préparation par Vivapolis avec le maire du quartier du Plateau – le centre des affaires de la capitale économique ivoirienne –, pour y réorganiser la mobilité, construire des logements pour la classe moyenne et réduire les bidonvilles alentour.

“Pour s'adapter à ce développement urbain galopant, il faut proposer des services urbains de masse, plus modernes, peu coûteux et plus souples grâce à des solutions moins centralisées”, souligne Michèle Pappalardo, la coordinatrice de Vivapolis.